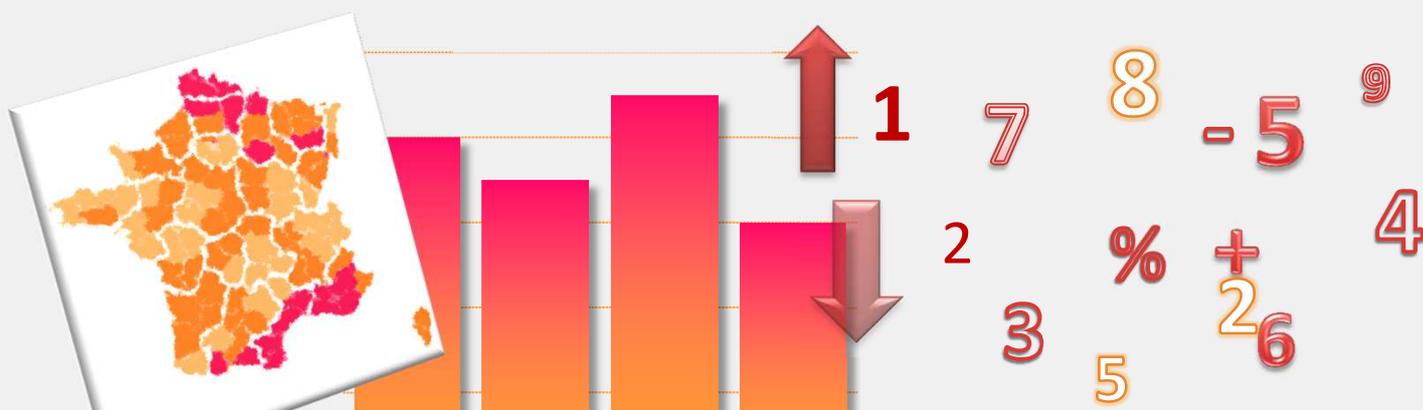


LES CHIFFRES DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE DES PERSONNES HANDICAPÉES

Bilan à fin septembre 2015 - Données : janvier-juin 2015



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Chiffres clés & synthèse

Sommaire...

Chiffres clés et synthèse.....	2
Données de cadrage.....	3
Les demandeurs d'emploi	4
La mobilisation des entreprises.....	7
L'alternance.....	8
L'insertion dans l'emploi.....	9
Le maintien dans l'emploi.....	13

Chiffres clés tout public...

4 964 859

habitants (Insee - Janvier 2014)

7,5 % du national

2 009 000

actifs en emploi (salariés / non salariés) (Insee 2012)

7,4 % du national

444 064

demandeurs d'emploi tout public

8 % du national

(Pôle emploi à fin juin 2015 - Cat. A,B,C)

dont 8,2 % de demandeurs d'emploi BOE

10,3%

Taux de chômage tout public France entière

10,0%

Taux de chômage tout public France métropolitaine

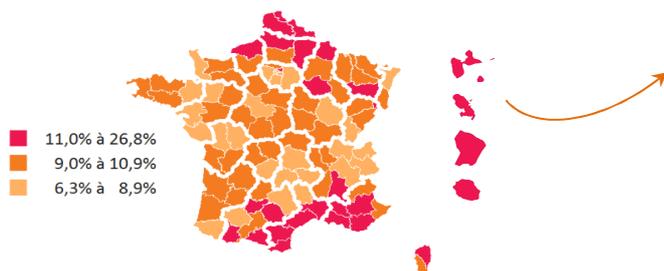
(Insee - 2^{ème} trimestre 2015)

11,6%

Taux de chômage tout public régional

(Insee - 1^{er} trimestre 2015)

Taux de chômage tout public par département



Synthèse dans la région...

Des difficultés d'insertion pour les personnes handicapées...

Près de 36 500 demandeurs d'emploi handicapés (DEBOE) sont inscrits dans la région soit une progression de 9,8% en un an (évolution variant de +6,2% dans le Var à +12,0% dans les Bouches-du-Rhône). Les DEBOE présentent toujours des difficultés particulières d'insertion avec notamment, outre le handicap lui-même :

- un âge élevé : 48% ont 50 ans (contre 25% pour le tout public),
- un faible niveau de formation : 27% ont un niveau supérieur ou égal au Bac (contre 45% pour l'ensemble des publics),
- une ancienneté moyenne d'inscription au chômage importante : 55% des DEBOE sont au chômage depuis plus d'un an contre 43% pour le tout public,
- une part élevée de bénéficiaires de l'AAH avec 17% des DEBOE dans la région (22% dans les Alpes-Maritimes).

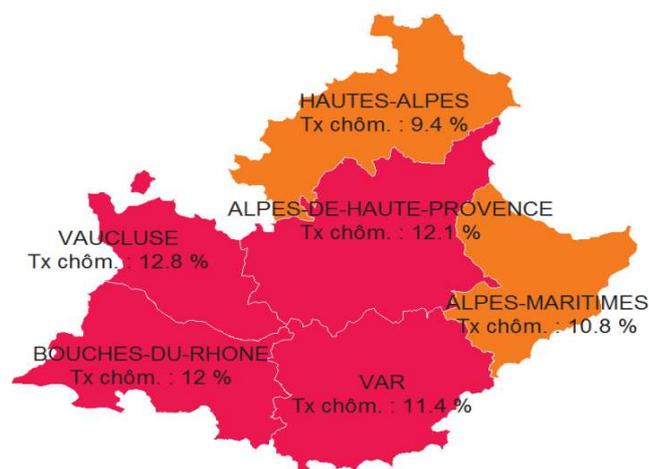
... mais des résultats en termes d'insertions et de maintiens en hausse au 1^{er} semestre 2015

Au 1^{er} semestre 2015, le nombre d'insertions est en hausse de 1% dans la région, les Cap emploi ayant contribué à plus de 2 200 recrutements de travailleurs handicapés dont 69% d'une durée supérieure ou égale à 6 mois.

On enregistre une croissance des créations d'activité (+27% en un an), avec 256 créations d'activité financées par l'Agefiph au cours de ce 1^{er} semestre.

Par ailleurs, au sein des contrats aidés par l'Etat, la part des personnes handicapées continue de progresser, dans le secteur non marchand (CUI-CAE) et plus encore dans le secteur marchand (CUI-CIE).

Enfin, la croissance des maintiens dans l'emploi s'est poursuivie (+17% en un an), les Sameth ayant réalisé 730 maintiens dans l'emploi au 1^{er} semestre 2015, dont 51% concernent des femmes.



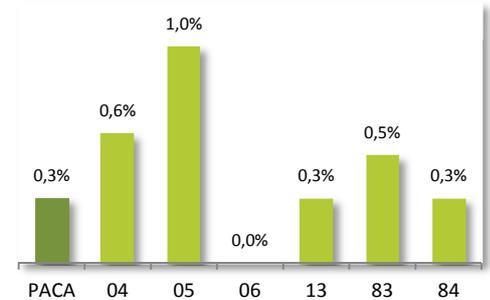
Données de cadrage

● La population – Source : Insee (janvier 2014)

	Population	Poids dpt / rég.	Les moins de 30 ans	Les 50 ans et +
National	65 800 694	-	36%	37%
REGION	4 964 859	100%	34%	41%
Alpes-de-Haute-Provence (04)	162 438	3%	31%	45%
Hautes-Alpes (05)	141 911	3%	31%	43%
Alpes-Maritimes (06)	1 083 268	22%	32%	42%
Bouches-du-Rhône (13)	1 996 351	40%	36%	38%
Var (83)	1 030 489	21%	32%	44%
Vaucluse (84)	550 402	11%	35%	40%

* Lecture : la population a évolué de 0,3% chaque année entre 2007 et 2014 dans la région.

Variation annuelle de la population selon les départements entre 2007 et 2014*

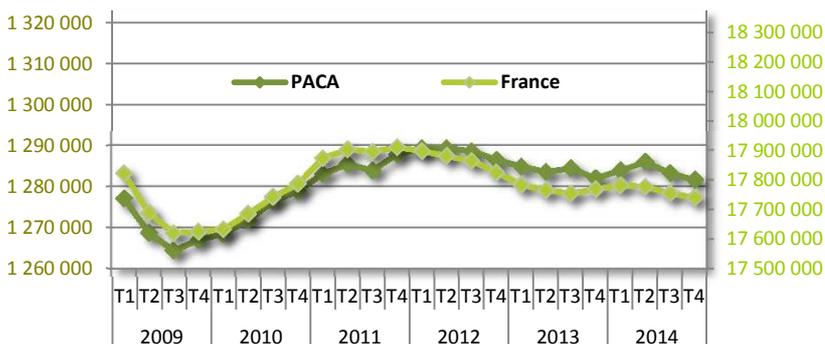


● L'emploi salarié – Sources : Acoff / Urssaf (2013-2014) – Insee (2012)

	Poids de l'emploi PUBLIC *	Nb. de salariés PRIVE	% salariés dans étab. de moins de 10 sal.	% salariés dans étab. de 10 à 19 sal.	% salariés dans étab. de 20 à 99 sal.	% salariés dans étab. de 100 sal. et +	Poids de l'industrie
National	20%	17 740 007	24%	11%	29%	36%	18%
REGION	22%	1 281 573	30%	13%	29%	29%	12%

* Lecture : En France, l'emploi public représente 20% de l'emploi total (Insee).

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé



Les données Acoff et Urssaf

Le champ couvre l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile. Il est très proche de celui de l'Unedic (qui exclut les ex-grandes entreprises nationales) et de l'Insee (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des Urssaf n'est donc pas totale.

Les demandeurs d'emploi

Source : Pôle emploi - fin juin 2015

Les DE à fin juin dans la région
(Cat : A,B,C, base 100 : 2011)



36 493 DEBOE
à fin juin 2015
+9,8% sur 12 mois

444 064 DETP
à fin juin 2015
+8,3% sur 12 mois

Point de vigilance

Pour les personnes handicapées, sont pris en compte l'ensemble des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) à savoir les personnes ayant (au moins) un titre de reconnaissance ainsi que les personnes en instance de reconnaissance.

Les évolutions sont à prendre avec précaution du fait de la difficulté de repérage des demandeurs d'emploi handicapés liée notamment à l'absence d'interconnexion entre les systèmes d'information de Pôle emploi et des MDPH.

DE : demandeurs d'emploi
BOE : bénéficiaires de l'obligation d'emploi
TP : tout public

Les caractéristiques des DE dans la région à fin juin 2015

Sexe et âge	% DEBOE	% DETP	Evol. N/N-1		Evol. N/N-2	
			DEBOE	DETP	DEBOE	DETP
Femmes	46%	49%	=	=	+1 point	-1 point
50 ans et plus	48%	25%	+1 point	+1 point	+3 points	+2 points
Formation & qualification						
Niv. de formation inférieur au CAP (Vbis et VI)	27%	18%	-1 point	=	-2 points	-1 point
Niveau de formation Bac et + (I à IV)	27%	45%	+1 point	+1 point	+1 point	+1 point
Faible niveau de qualification (manœuvre, OS, employé non qualifié)	34%	27%	-1 point	=	-1 point	=
Durée du chômage						
Chômeurs de longue durée (≥ 1 an)	55%	43%	=	+1 point	+1 point	+3 points
Chômeurs de très longue durée (≥ 2 ans)	33%	22%	+1 point	+1 point	+3 points	+3 points
Chômeurs depuis 3 ans et plus	21%	13%	+1 point	+1 point	+3 points	+2 points

Les données par département à fin juin 2015

	DEBOE	Evol. N/N-1	DETP	Evol. N/N-1	Bénéficiaires* de l'AAH	% DEBOE
National	468 421	+9,5%	5 528 952	+7,1%	103 953	22%
REGION	36 493	+9,8%	444 064	+8,3%	6 379	17%
Alpes-de-Haute-Provence (04)	1 533	+8,6%	14 503	+7,2%	240	16%
Hautes-Alpes (05)	1 148	+7,5%	12 098	+9,6%	233	20%
Alpes-Maritimes (06)	8 563	+9,0%	91 556	+10,5%	1 924	22%
Bouches-du-Rhône (13)	13 615	+12,0%	185 992	+7,1%	2 082	15%
Var (83)	6 984	+6,2%	83 687	+9,0%	1 128	16%
Vaucluse (84)	4 650	+11,5%	56 228	+8,0%	772	17%

Lecture : au niveau national 103 953 DEBOE sont bénéficiaires de l'AAH (avec ou sans autre titre de reconnaissance), soit 22% de l'ensemble des DEBOE



Les demandeurs d'emploi

Source : Pôle emploi - fin juin 2015

Ancienneté moyenne d'inscription au chômage en jours à fin juin 2015

	DEBOE	DETP	Evol. DEBOE N / N-1 en jours	Evol. DETP N / N-1 en jours
National	779	586	+31	+27
REGION	704	534	+27	+26
Alpes-de-Haute-Provence (04)	743	551	+40	+41
Hautes-Alpes (05)	626	460	+41	+30
Alpes-Maritimes (06)	682	494	+29	+28
Bouches-du-Rhône (13)	751	566	+22	+23
Var (83)	659	503	+36	+26
Vaucluse (84)	684	548	+12	+28

Les catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi (DE) inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction de catégories.

DE
tenus de
faire des
actes positifs
de recherche
d'emploi

- A** sans emploi
- B** ayant exercé une activité réduite courte au cours du mois (≤ 78 h.)
- C** ayant exercé une activité réduite longue au cours du mois (> 78 h.)

DE
non tenus de
faire des
actes positifs
de recherche
d'emploi

- D** sans emploi (en raison d'un stage, formation, maladie, ...)
- E** en emploi (ex : bénéficiaires de contrats aidés)

Les 3 domaines professionnels les plus recherchés au niveau régional par les DEBOE à fin juin 2015

	1. Services à la personne et à la collectivité		2. Support à l'entreprise		3. Commerce, vente et grande distribution	
	Nb DEBOE	% DEBOE*	Nb DEBOE	% DEBOE	Nb DEBOE	% DEBOE
National	113 416	24%	69 454	15%	52 165	11%
REGION	8 669	24%	6 255	17%	4 458	12%
Alpes-de-Haute-Provence (04)	328	21%	270	18%	164	11%
Hautes-Alpes (05)	223	19%	257	22%	138	12%
Alpes-Maritimes (06)	2 066	24%	1 446	17%	1 099	13%
Bouches-du-Rhône (13)	3 457	25%	2 333	17%	1 518	11%
Var (83)	1 546	22%	1 277	18%	999	14%
Vaucluse (84)	1 049	23%	672	14%	540	12%

* Lecture : au niveau national, 24 % des DEBOE soit 113 416 personnes, recherchent un emploi dans le domaine des services à la personne et à la collectivité.

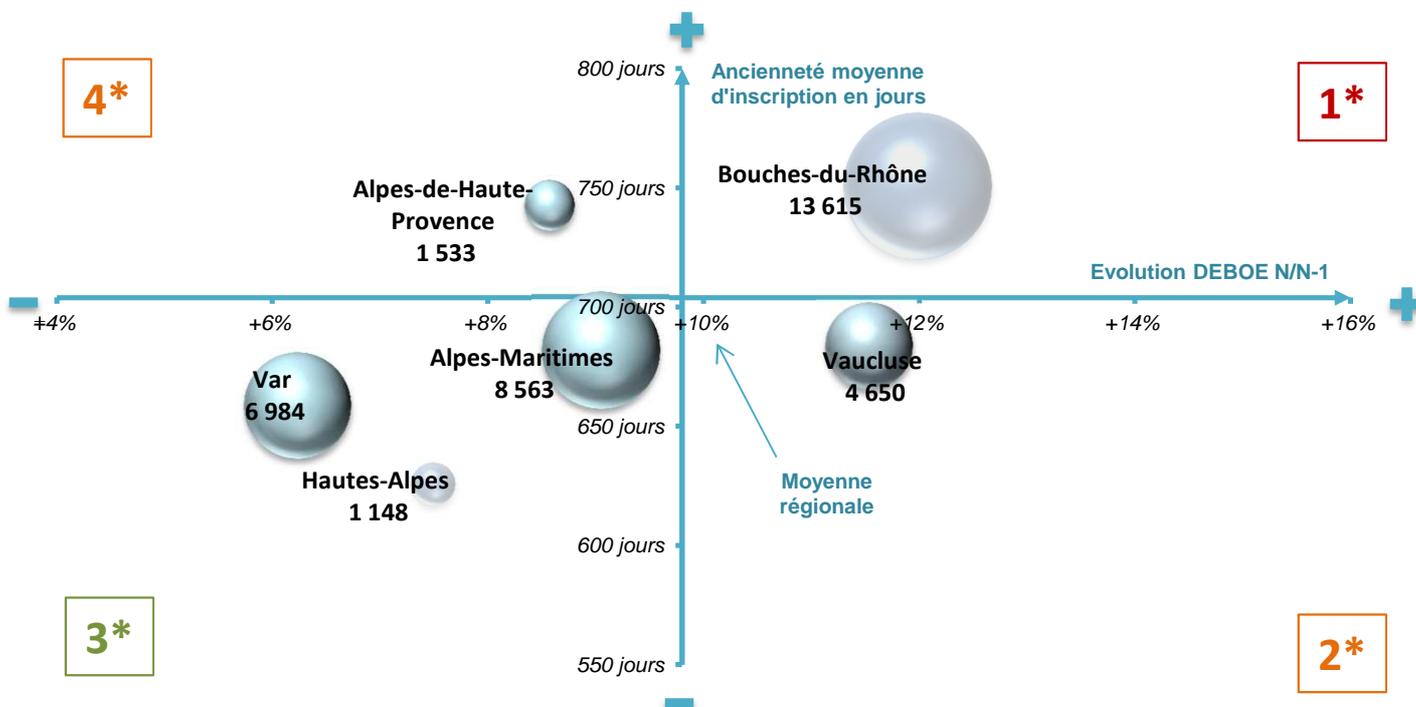
Les domaines professionnels

Chaque domaine professionnel rassemble un ensemble de métiers aux compétences proches. L'approche par domaine professionnel permet de mettre en évidence les opportunités d'emploi pour un ensemble de métiers, quels que soient les secteurs dans lesquels ils s'exercent. Les "services à la personne et à la collectivité" comprennent notamment les agents de gardiennage et d'entretien ainsi que les agents de sécurité et de surveillance. Le "support à l'entreprise" comprend la compta / gestion, RH, achats, ... Le domaine "transport et logistique" comprend conducteur / livreur, manip / déplacements de charges...

Les demandeurs d'emploi

Source : Pôle emploi - fin juin 2015

Evolution du nombre de DEBOE (Cat. A,B,C) et ancienneté moyenne d'inscription à fin juin 2015



Guide de lecture

Ce graphique à bulles permet d'analyser le positionnement du département par rapport à la moyenne régionale selon deux axes d'analyse : l'évolution du nombre de DEBOE entre la période n et n-1, et l'ancienneté moyenne d'inscription au chômage. S'ajoute un troisième indicateur, la surface de la bulle qui est proportionnelle au nombre de DEBOE à la période étudiée.

- 1*** Le ou les départements situés en haut à droite du graphique présentent une évolution des DEBOE élevée et une ancienneté moyenne d'inscription élevée par rapport à la moyenne régionale. Autrement dit, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé et les chômeurs restent plus longtemps au chômage que la moyenne régionale.
- 2*** Le ou les départements situés en bas à droite du graphique présentent une évolution des DEBOE élevée et une ancienneté moyenne d'inscription faible par rapport à la moyenne régionale. Autrement dit, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé mais les chômeurs restent moins longtemps au chômage que la moyenne régionale.
- 3*** Le ou les départements situés en bas à gauche du graphique présentent une évolution des DEBOE faible et une ancienneté moyenne d'inscription faible par rapport à la moyenne régionale. Autrement dit, le nombre de demandeurs d'emploi est plus faible et les chômeurs restent moins longtemps au chômage que la moyenne régionale.
- 4*** Le ou les départements situés en haut à gauche du graphique présentent une évolution des DEBOE faible et une ancienneté moyenne d'inscription élevée par rapport à la moyenne régionale. Autrement dit, le nombre de demandeurs d'emploi est plus faible mais les chômeurs restent plus longtemps au chômage que la moyenne régionale.

La mobilisation des entreprises

● Alther - Source : Agefiph

Alther a pour mission première de mobiliser les entreprises sur les modes de réponse à leur obligation d'emploi, en les informant et en les amenant à réaliser des actions positives (par le recrutement, le maintien dans l'emploi, l'accès à la qualification en particulier par l'alternance, la sous-traitance avec le secteur adapté et le secteur protégé).

Quatre types d'établissements sont prioritaires

- Les établissements non assujettis en période exonératoire (ENAX)
- Les établissements contribuant uniquement (ECU), ceux qui doivent avoir mis en oeuvre une action positive dans les 4 ans sous peine de voir leur contribution majorée la 4^{ème} année
- Les établissements à quota zéro (EQZ)
- Les établissements cibles complémentaires (ECC) dont le taux d'emploi est entre 0,1 et 2% et dont l'effectif se situe entre 20 et 100 salariés.



Deux prestations sont proposées

- **Service information / conseil** : Alther a un rôle d'information et de conseil auprès de tous les établissements qui en font la demande et un rôle d'approche active et individuelle des entreprises relevant des cibles prioritaires.
- **Service diagnostic / accompagnement** : mener un diagnostic in situ et aboutir à des préconisations d'actions pertinentes et réalistes pour l'établissement (recrutement, alternance, maintien dans l'emploi, sous-traitance, intérim, stages, ...). Aider à les mettre en oeuvre en faisant le lien avec les acteurs utiles aux situations identifiées et contribuer à la réalisation concrète des actions lors de la phase d'accompagnement.

Les données de janvier à juin 2015 dans la région

ALThER

Nombre d'établissements ayant bénéficié d'un ou plusieurs services Alther	586
<u>Le profil de ces établissements :</u>	
<u>TAILLE</u> : % d'établissements de 20 à 49 salariés	80%
<u>SECTEUR</u> : % d'établissements du secteur tertiaire	81%
<u>CIBLES PRIORITAIRES</u> :	94%
% d'ENAX	27%
% d'ECU	23%
% d'EQZ	2%
% d'ECC	42%

ALThER - SERVICE INFORMATION / CONSEIL

Nombre d'établissements ayant bénéficié de ce service*	499
--	-----

ALThER - SERVICE DIAGNOSTIC / ACCOMPAGNEMENT

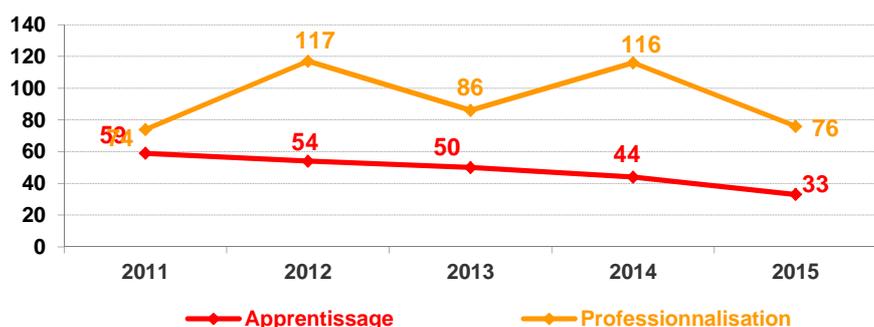
Nombre d'établissements ayant bénéficié d'un accompagnement terminé	42
<u>Les actions mises en oeuvre dans les établissements accompagnés :</u>	
% accords d'entreprises	-
% contrats de sous-traitance	39%
% contrats en alternance	3%
% recours à l'intérim	3%
% maintiens dans l'emploi	18%
% recrutements	30%
% stages	6%

* A la fois une réponse à la demande et démarchage actif.

L'alternance

Sources : Agefiph (données BOE) & Dares (données TP)

Evolution des entrées en alternance aidées par l'Agefiph dans la région
Janvier à juin



L'alternance...

... regroupe les contrats d'apprentissage et les contrats de professionnalisation. Depuis mi 2013, l'Agefiph a mis en place un plan de développement de l'alternance qui s'est notamment traduit par une augmentation du montant des aides aux personnes et entreprises ayant recours à l'alternance.

Les entrées en contrats en alternance de janvier à juin 2015

	Apprentissage		Professionalisation		
	BOE	TP	BOE	TP	... dont adultes*
National	660	34 473	1 377	ND	ND
Evolution national	-1%	-9%	+5%	ND	ND
REGION	33	2 871	76	ND	ND
Poids région dans le national	5%	8%	6%	ND	ND
Evolution région	-25%	-21%	-34%	ND	ND
Alpes-de-Haute-Provence (04)	1	91	7	ND	ND
Hautes-Alpes (05)	1	84	6	ND	ND
Alpes-Maritimes (06)	9	645	14	ND	ND
Bouches-du-Rhône (13)	14	1 194	27	ND	ND
Var (83)	4	576	14	ND	ND
Vaucluse (84)	4	281	8	ND	ND

* 26 ans et plus

Les entrées en contrats en alternance de janvier à juin 2015 : données qualitatives

Les BOE contrats aidés par l'Agefiph	Apprentissage		Professionalisation	
	REGION	National	REGION	National
% femmes	42%	23%	51%	50%
% moins de 26 ans	91%	83%	16%	16%
% Bac et +	10%	19%	53%	54%
% handicap moteur	3%	17%	48%	52%
% handicap mental	58%	40%	0%	3%
% 20 salariés et +	27%	29%	53%	71%
% tertiaire	76%	62%	85%	83%

L'insertion dans l'emploi

● Les contrats aidés – Source : Dares

Les contrats aidés dans la région de janvier à juin 2015

Les contrats aidés

Le contrat unique d'insertion (CUI) se décline en CUI-CIE dans le secteur marchand et en CUI-CAE dans le secteur non marchand.

	BOE	Tout public	REGION % BOE	REGION % BOE (N-1)	National % BOE
CUI-CIE	277	2 576	10,8%	5,2%	9,1%
dont entrées initiales	270	2 458	11,0%	5,2%	9,0%
dont reconductions	7	118	5,9%	-	16,5%
CUI-CAE	1 419	11 484	12,4%	9,8%	13,8%
dont entrées initiales	647	6 437	10,1%	7,1%	10,5%
dont reconductions	772	5 047	15,3%	14,7%	18,3%
Les emplois d'avenir (entrées initiales)	42	2 072	2,0%	2,5%	2,5%
dont sect. marchand	19	727	2,6%	3,1%	2,6%
dont sect. non marchand	23	1 345	1,7%	2,2%	2,4%

● L'aide à l'insertion professionnelle (AIP) – Source : Agefiph

L'aide à l'insertion professionnelle de l'Agefiph

Janvier à juin 2015

	Effectifs	Evol. N/N-1
National	2 225	-20%
REGION	238	-7%
Alpes-de-Haute-Provence (04)	9	-36%
Hautes-Alpes (05)	8	+100%
Alpes-Maritimes (06)	59	-6%
Bouches-du-Rhône (13)	81	-13%
Var (83)	54	+20%
Vaucluse (84)	27	-27%

Caractéristiques des bénéficiaires de l'AIP

	REGION	National
Femmes	42%	42%
50 ans et plus	30%	31%
Niveau < CAP (Vbis et VI)	15%	14%
20 salariés et plus	35%	45%
Tertiaire	82%	79%
Chômeurs de longue durée (≥ 1an)	51%	46%
CDI	90%	86%

L'AIP

Objectif

Inciter les employeurs à embaucher en contrat durable les personnes handicapées les plus éloignées de l'emploi (critères d'âge, de durée d'inactivité par rapport à l'emploi, de sortie du milieu adapté / protégé).

Montant de l'aide

- pour un CDI ou un CDD de 12 mois et plus, 4 000 € pour un temps plein ou 2 000 € pour un temps partiel.

Attention : depuis le 1^{er} janvier 2015, l'aide pour les CDD de 6 à 12 mois n'existe plus.

L'insertion dans l'emploi

● Les placements réalisés par Cap emploi – Source : Agefiph

Cap emploi

Les données présentées sont extraites des rapports d'activité du 1er semestre 2015. La mission des Cap emploi est l'accompagnement et le placement durable des travailleurs handicapés sur le marché du travail. Présentes au niveau départemental, ces structures travaillent en lien avec les CDAPH, Pôle emploi et l'ensemble des partenaires concernés par l'emploi des personnes handicapées. Les Cap emploi sont financés par l'Agefiph, le FIPHFP et Pôle emploi au titre de la co-traitance.

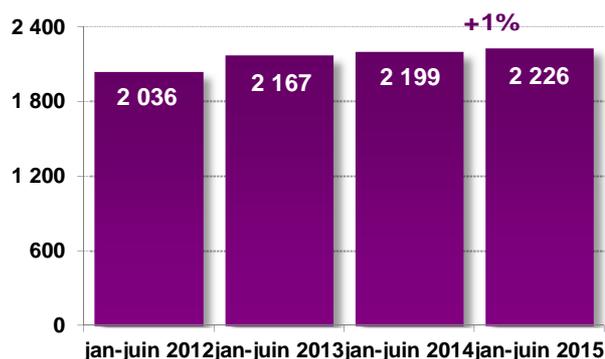
Zoom : les placements conventionnels

Les placements conventionnels sont des contrats de 3 mois et plus dont les contrats en alternance et les créations d'activité.

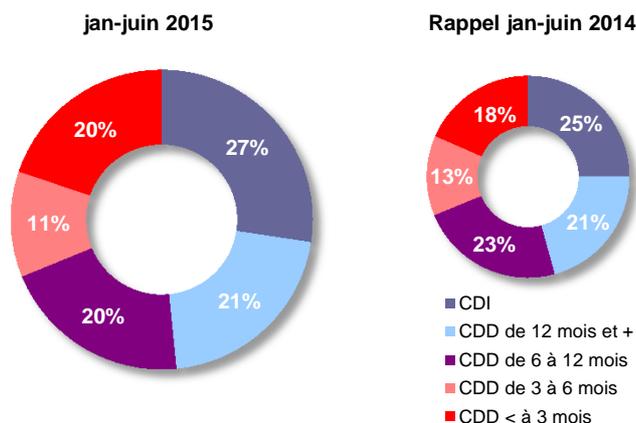
Attention : les placements conventionnels ne sont pas un sous-ensemble du total des contrats signés par Cap emploi car ils intègrent la création d'activité.



Evolution des placements réalisés par Cap emploi dans la région

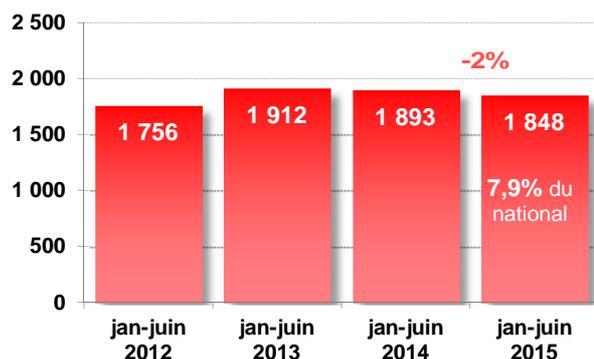


Durée des contrats signés dans la région

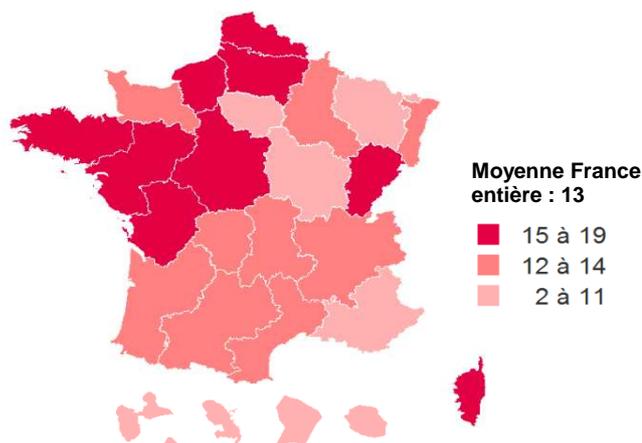


● Les placements conventionnels par Cap emploi

Evolution des placements conventionnels par Cap emploi dans la région



Nombre de placements conventionnels pour 100 personnes accompagnées



L'insertion dans l'emploi

● Zoom : les caractéristiques des placements réalisés par Cap emploi

Les données par Cap emploi au 1er semestre 2015

ENSEMBLE DES CONTRATS	Contrats signés	Evol. N/N-1	% femmes	% 50 ans et plus	% Bac et plus	% de personnes accompagnées depuis 2 ans et +
National	30 944	+4%	48%	32%	33%	32%
REGION	2 226	+1%	52%	35%	36%	30%
CE04 Alpes-de-Haute-Provence	88	-1%	58%	40%	44%	34%
CE05 Hautes-Alpes	97	+24%	59%	34%	29%	19%
CE06 Alpes-Maritimes	471	-8%	50%	37%	36%	18%
CE13 Bouches-du-Rhône	715	-7%	55%	36%	41%	42%
CE83 Var	612	+7%	48%	32%	35%	25%
CE84 Vaucluse	243	+32%	54%	30%	28%	29%

PLACEMENTS CONVENTIONNELS	Placements conventionnels*	Evol. N/N-1	Création d'activité	% employeurs publics	% contrats aidés**
National	23 321	+6%	598	23%	52%
REGION	1 848	-2%	63	20%	60%
CE04 Alpes-de-Haute-Provence	93	-1%	6	31%	77%
CE05 Hautes-Alpes	85	+42%	5	33%	72%
CE06 Alpes-Maritimes	405	-12%	12	16%	46%
CE13 Bouches-du-Rhône	688	-4%	22	20%	64%
CE83 Var	381	-2%	15	19%	59%
CE84 Vaucluse	196	+15%	3	22%	61%

* Contrats de 3 mois et plus dont contrats en alternance, créations d'activité

** Part de contrats aidés (CUI, EAV, Alternance et AIP) au sein des placements conventionnels

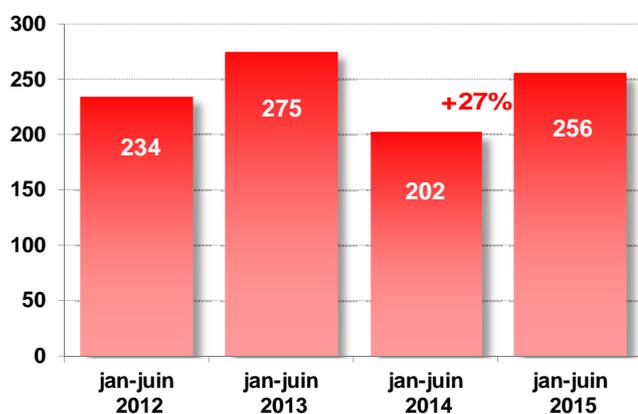
L'insertion dans l'emploi

● La création d'activité - Source : Agefiph

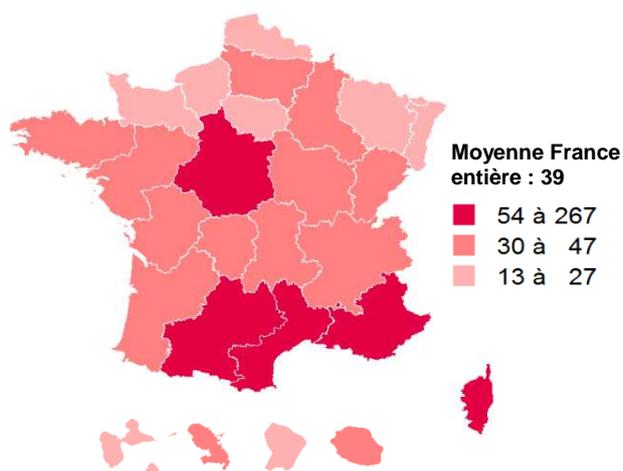
La création d'activité

Les données présentées ici sont les créations d'activité financées par l'Agefiph pour toute personne bénéficiaire de l'obligation d'emploi ayant un projet de création / reprise d'activité, inscrites à Pôle emploi. Outre une subvention à la création (un forfait de 6 000 € avec un apport en fonds propre d'un montant minimal de 1 500 €), les créateurs peuvent bénéficier d'un accompagnement individualisé par des prestataires spécialisés. Les données incluent les auto-entrepreneurs pour les BOE comme pour le tout public.

Evolution des créations d'activité financées par l'Agefiph dans la région



Nombre de créations d'activité financées pour 10 000 DEBOE*



Zoom : Les données par département au 1^{er} semestre 2015

	Nb créations BOE**	Evol. N/N-1	Nb créations pour 10 000 DEBOE	Nb créations tout public***	Evol. N/N-1
National	1 839	+12%	39	388 558	-10%
REGION	256	+27%	70	42 545	-10%
Alpes-de-Haute-Provence (04)	20	+186%	130	1 039	-21%
Hautes-Alpes (05)	10	-38%	87	911	-17%
Alpes-Maritimes (06)	47	+9%	55	11 927	-4%
Bouches-du-Rhône (13)	92	+33%	68	15 804	-8%
Var (83)	50	+22%	72	8 730	-13%
Vaucluse (84)	37	+42%	80	4 134	-23%

	% femmes	% 50 ans et +	% Bac et +
National	32%	31%	47%
REGION	38%	30%	48%
Alpes-de-Haute-Provence (04)	20%	25%	30%
Hautes-Alpes (05)	60%	40%	60%
Alpes-Maritimes (06)	34%	26%	60%
Bouches-du-Rhône (13)	33%	34%	50%
Var (83)	38%	20%	38%
Vaucluse (84)	59%	41%	49%

* ATTENTION : Ce chiffre ne peut être comparé qu'avec N-1.

** Source : Agefiph

*** Source : Insee

BOE : bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Le maintien dans l'emploi

● Les maintiens Sameth - Source : Agefiph

Les Sameth

Les Sameth (Services d'appui au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés) ont pour mission d'aider les employeurs et les salariés à trouver une solution sur-mesure de maintien quand apparaît une inadéquation entre l'état de santé du salarié et son poste de travail.

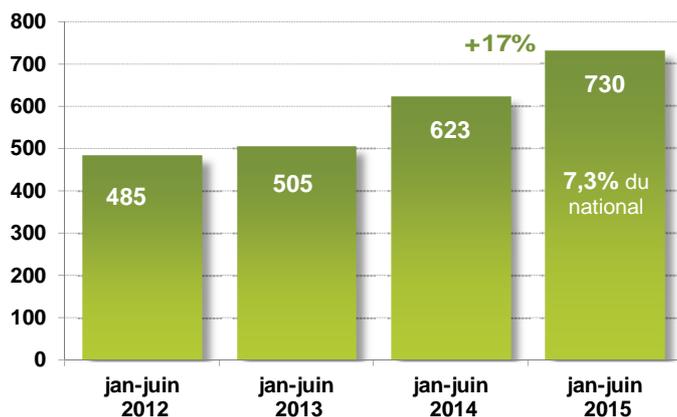
Les Sameth, présents dans tous les départements, interviennent en partenariat avec les acteurs des champs médical, social et de l'emploi tels que la médecine du travail, la Carsat, la mutualité sociale agricole, les organismes de bilan ou de formation.

Les conseillers Sameth apportent aides et conseils à toutes les étapes de la démarche, en fonction des besoins rencontrés :

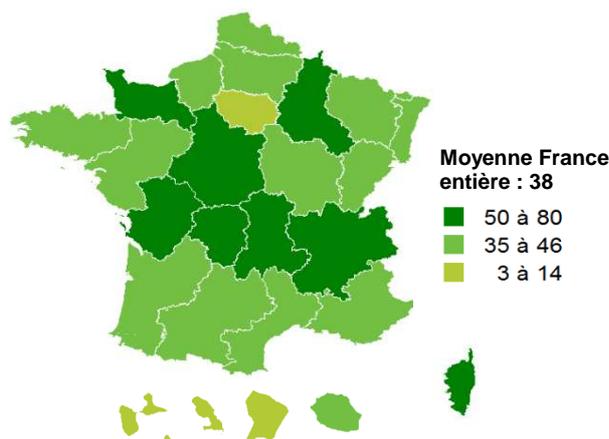
- **Service ingénierie** : intervention dans l'entreprise pour la recherche et la mise en oeuvre d'une solution de maintien,
- **Service facilitation** : contribution à la mobilisation de moyens identifiés comme nécessaires au maintien après en avoir préalablement examiné leur pertinence.



Evolution du nombre de maintiens Sameth dans la région



Nombre de maintiens Sameth pour 100 000 actifs en emploi*



Zoom : les données par Sameth au 1er semestre 2015

	Nb. maintiens	Evol. N/N-1	% des maintiens dans la fonction publique	Taux maintien**	Nb maintiens pour 100 000 actifs en emploi*
National	10 061	+11%	15%	90%	38
REGION	730	+17%	15%	87%	39
S04 Alpes-de-Haute-Provence	39	+117%	28%	100%	64
S05 Hautes-Alpes	40	=	8%	86%	69
S06 Alpes-Maritimes	99	+18%	14%	86%	23
S13 Bouches-du-Rhône	347	+13%	14%	82%	46
S83 Var	95	+8%	20%	94%	25
S84 Vaucluse	110	+26%	13%	95%	54

* Source Insee à fin décembre 2012 pour les actifs en emploi (15-64 ans)

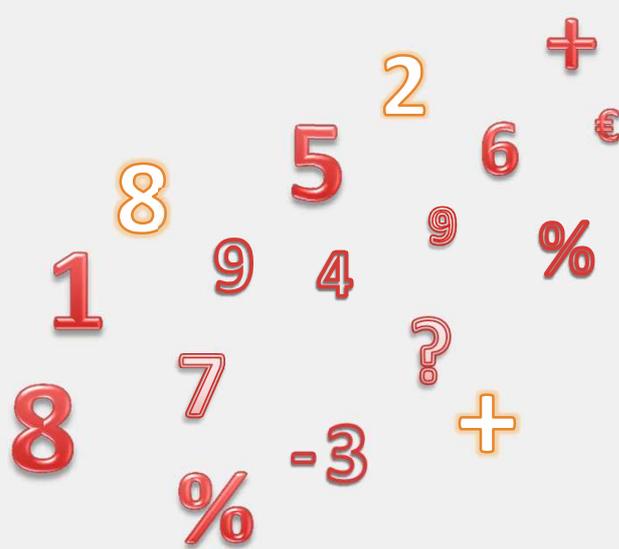
ATTENTION : Ce chiffre ne peut être comparé qu'avec N-1.

** Dans le cadre d'un service ingénierie, le taux de maintien est la part des maintiens réussis sur l'ensemble des parcours clos sur la période de référence hors causes exogènes

Le maintien dans l'emploi

Zoom : les données par Sameth au 1er semestre 2015

	% femmes	% 50 ans et plus	% Bac et plus	% 20 salariés et plus (sur l'ens. du privé)	% industrie (sur l'ens. du privé)
National	49%	44%	41%	70%	24%
REGION	51%	42%	48%	64%	14%
S04 Alpes-de-Haute-Provence	67%	46%	39%	41%	0%
S05 Hautes-Alpes	45%	52%	40%	38%	0%
S06 Alpes-Maritimes	52%	43%	42%	55%	15%
S13 Bouches-du-Rhône	48%	39%	54%	75%	16%
S83 Var	52%	44%	49%	68%	11%
S84 Vaucluse	54%	42%	38%	54%	18%



PUBLICATION : SEPTEMBRE 2015

RÉALISATION : AGEFIPH - DIRECTION DE L'ÉVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE



plus d'infos sur www.agefiph.fr